

Flash info PsyEN

5 juin 2018 : Une mobilisation à la hauteur des enjeux !



A l'appel de l'intersyndicale réunissant le SNES-FSU, le SE-UNSA, le Sgen-CFDT, le SNFOLC, SUD Éducation et la CGT Éducation, près de 600 collègues venant de toute la France se sont mobilisés dès le matin pour participer à l'assemblée générale. Assemblée pleine de couleurs et très dynamique où les académies ont pu intervenir pour évoquer toutes les actions déjà réalisées et celles en projet. La manifestation de l'après-midi a réuni près de 1200 personnes qui, par leurs slogans et leurs chansons, ont montré toute leur détermination et leur opposition bruyante aux projets du ministère.

Une délégation de l'intersyndicale a été reçue au ministère l'après-midi. Les réponses apportées par Mme Bourhis, la conseillère sociale, ne sont toujours pas satisfaisantes. Si le MEN a des projets, ce dont nous ne doutons pas, il entretient le flou sur ses réelles intentions sans apporter de réponses claires. Même si la mobilisation de la

profession depuis des semaines est désormais prise en compte, nous comprenons à travers ses réponses que celui-ci envisagerait de traiter de manière différenciée les PsyEN EDO et les DCIO selon le bon vouloir des régions. A charge des recteurs d'évaluer la pertinence de maintenir ou non les CIO sur tel ou tel territoire.

Ainsi, certains PsyEN pourraient être nommés dans les EPLE quand d'autres le seraient dans des « CIO guichets uniques » financés par les régions et appelant donc des contreparties quant aux missions.

La conseillère sociale a réussi le tour de force d'affirmer en même temps qu'on ne toucherait pas aux missions statutaires mais que les missions des personnels (PsyEN et Directeurs-trices) pourraient être modifiées localement s'il n'y avait plus de CIO !



Le MEN semble oublier que le corps des PsyEN est un corps de fonctionnaires d'état avec des missions identiques sur tout le territoire, et que les CIO sont aussi des structures appartenant à l'Éducation nationale, assurant les mêmes missions de Lille à Perpignan !

La situation de nos collègues de l'ONISEP est très préoccupante car **le MEN ne veut rien changer sur l'article 10**, mais envisage par contre de conserver certains personnels des DRONISEP pour que le lien avec l'ONISEP ne soit pas rompu. Il semble prendre conscience que l'ONISEP a besoin de ses 28 délégations et que sans elles, il va s'affaiblir au profit du privé !



Poursuivre l'action!

L'intersyndicale a donc décidé (voir communiqué de presse <https://www.snes.edu/Intersyndical-contre-la-fermeture-des-CIO-et-le-transfert-des-DRONISEP-aux.html>) de placer une autre journée d'action le 11 juin, pour marquer symboliquement notre opposition à ces projets au moment de l'examen du projet de loi à l'assemblée nationale. Des chaînes humaines dans chaque académie affichant les valeurs du service public d'orientation de l'éducation nationale ont été évoquées.

Un 2^{ème} temps fort sera proposé lors de la discussion du projet au Sénat (vers le 25 juin).

Dans l'intervalle, les collègues sont invités à poursuivre les mobilisations engagées: contacts avec les élus-es, organisation de CIO plein vent ou «nuits de l'orientation des CIO» avec invitation de partenaires, actions de recentrage sur les CIO, boycott des commissions d'appel ou lecture de déclarations pour alerter les autres personnels et les parents, motions dans tous les CA d'établissements. Autant de modalités d'actions à discuter en collectif.

Le SNES-FSU dépose des préavis de grève pour toutes les actions engagées et en particulier pour couvrir la non-participation aux commissions d'appel. Par ailleurs, rappelons que les actions de recentrage sur les CIO ne sont pas des services non faits. Dès lors que le PsyEN effectue la réception du public au CIO, il ne peut être considéré comme n'assurant pas son service. Aucun texte ne le stipule aujourd'hui.